



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
20 au 26 Août 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

- 1.1 Economie régionale.....3**
- Le 12e Forum économique des îles de l'océan Indien aura lieu à La Réunion
 - Forum économique des îles : Quatre cents participants attendus
- 1.2 Aquaculture.....6**
- A l'Aquarium de Paris, les poissons font pousser des tomates
- 1.3 Sécurité maritime7**
- Piraterie : Maurice se tourne vers les Nations Unies
 - Participation of the RMIFC in the Migration Dialogue of the Member States of the Indian Ocean Commission (IOC)
 - Participation of the RMIFC in the 2nd Seminar on Maritime Safety, Transnational Organized Crime and Strengthening Border Security organized by the International Organization for Migration (IOM)

II Centres d'Intérêt

- 2.1 Energies renouvelables.....10**
- Hydroélectricité : Une centrale de 28MW en construction à Farahantsana
 - La MARENA mobilise Rs 8 milliards pour les énergies renouvelables
- 2.2 Biodiversité marine.....12**
- Espèces marines invasives : Une des plus grandes menaces pour les Océans
- 2.3 Pêche.....14**
- Seychelles, EU open talks on fisheries deal currently worth €30 million

Le 12e Forum économique des îles de l'océan Indien aura lieu à La Réunion



C'est La Réunion qui accueille cette année le Forum économique à Saint-Denis (photo E.M).

Par Emilie Marty

FORUM. Cette année, c'est La Réunion qui accueille la 12e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien, les 25, 26 et 27 septembre au Moca à Saint-Denis. Thème retenu pour la manifestation : Cap sur l'Afrique. Entre 300 et 400 participants sont attendus de toute la zone océan Indien et de l'Afrique. Pour donner plus de poids à l'événement, tous les ministres de l'Economie des pays invités (Madagascar, Maurice, Mayotte, Comores, Seychelles) ont été conviés.

Le forum a été lancé en 2005 à l'initiative des chambres de commerce de la zone et de la **Commission de l'océan Indien (COI)**. C'est l'Union des chambres des îles de l'océan Indien (UCCIIOI) qui pilotera ces trois jours de rencontres. Des ateliers, des conférences et des rencontres B to B sont prévues...[read more](#)

<https://lexpress.mg/26/08/2019/forum-economique-des-iles-quatre-cents-participants-attendus/>

Forum économique des îles : Quatre cents participants attendus

© 26 août 2019 L'Express de Madagascar 9 Vues 2 minute(s) pour lire



Rendez-vous à Saint-Denis pour la prochaine édition du forum économique des îles de l'océan Indien. L'événement aura lieu du 25 au 27 septembre.

CETTE année, c'est La Réunion qui accueille la 12e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien, les 25, 26 et 27 septembre au Moca à Saint-Denis. Thème retenu pour la manifestation : Cap sur l'Afrique. Entre trois cents et quatre cents participants sont attendus de la toute la zone océan Indien et de l'Afrique. Pour donner plus de poids à l'événement, tous les ministres de l'Économie des pays invités (Madagascar, Maurice, Mayotte, Comores, Seychelles) ont été conviés.

Le forum a été lancé en 2005 à l'initiative des chambres de commerce de la zone et de la Commission de l'océan Indien (COI). C'est l'Union des chambres des îles de l'océan Indien (UCCI) qui pilotera ces trois jours de rencontres. Des ateliers, des conférences et des rencontres B to B sont prévues.

Ce sera la troisième fois que La Réunion accueille l'événement après 2006 et 2012. L'occasion de montrer à nos pays voisins l'étendue de nos savoir-faire. «Nous importons à peine quarante et un millions d'euros de biens de la zone contre trois cent cinquante millions d'euros de l'Europe. C'est dire si les marges de manœuvre existent dans la zone. Nous exportons pour moins de deux millions d'euros dans l'océan Indien. Le forum permet de travailler sur deux points importants : l'amélioration de la communication entre pays de la zone ; l'avancée de dossiers communs comme la gestion des déchets ou le tourisme», explique Ibrahim Patel, président de la CCIR.

Problème de visa

Pour lui, un point noir demeure: les difficultés d'obtention des visas qui limitent les échanges économiques entre îles. «(...) La création d'un visa économique pourrait faire fonctionner l'ascenseur économique dans les deux sens. Investir à La Réunion, c'est créer des emplois locaux. Mais nous avons aussi des savoir-faire que nous pouvons vendre à nos voisins», insiste Ibrahim Patel.

«Ce forum sera l'occasion de montrer les potentialités du marché africain et voir comment les entreprises réunionnaises pourraient s'y implanter. (...) L'an dernier, le forum à Madagascar avait permis de lancer les premiers combinés inter-îles écotouristiques», conclut Pascal Plante, président de l'UCCI

Pour plus d'information :

<http://outremers360.com/economie/cap-sur-lafrique-la-reunion-accueille-la-12eme-edition-du-forum-economique-des-iles-de-locean-indien/>

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/08/23/feioi-2019-400-entrepreneurs-attendus-a-la-reunion/>

A l'Aquarium de Paris, les poissons font pousser des tomates



La maman des poissons elle est bien gentille: à l'Aquarium de Paris, les excréments des gardons, des poissons rouges et des esturgeons nourrissent tomates et poivrons, à la grande surprise des visiteurs.

"Nous avons déjà récolté 2/3 kg de tomates, quelques concombres, pas mal de physalis, 500g de poivrons... et l'offre va devenir plus riche!", explique à l'AFP Victor Coiffier, biologiste marin à l'origine des premières plantations de tomates il y a quatre mois. "Nos légumes sont très bons, bien meilleurs que ceux des supermarchés", dit-il après avoir dégusté les premières récoltes avec ses collègues.

La récolte s'est avérée rapidement fructueuse, car ici, l'eau utilisée pour arroser les cultures est enrichie par un engrais économique et 100% bio: les déjections des poissons.

"Au début, on avait des doutes mais au final ça a vraiment bien marché", s'enthousiasme le jeune spécialiste d'aquaculture qui s'est inspiré de l'aquaponie, "un mode alternatif de production, intéressant écologiquement".

Les systèmes aquaponiques sont des circuits fermés. Les poissons, via leurs déjections riches en azote, créent de l'engrais pour les plantes. Les plantes absorbent ces nitrates et filtrent l'eau qui revient propre vers les poissons...[read more](#)

OCÉAN INDIEN

Piraterie : Maurice se tourne vers les Nations unies

Il y a deux semaines, le Puntland voulait libérer des pirates somaliens avant terme. Ce qui va à l'encontre des accords passés avec le «Contact Group», présidé par Maurice. Lors d'une conférence de presse hier, le ministre des Affaires étrangères a dénoncé cet acte. Les Nations unies ont déjà été sollicitées à cet effet.

À la fin du mois dernier, le Somaliland, État non-reconnu par la communauté internationale, a relâché 19 pirates somaliens avant terme. Ces derniers, qui étaient emprisonnés depuis 2013, purgeaient des peines variant entre 30 ans et 42 ans. Et il y a deux semaines, le Puntland, autre «self-proclaimed state», voulait en faire de même. Cela, en violant les accords passés avec le *Contact Group*, dans lequel siègent plusieurs pays, et présidé jusqu'en janvier prochain par Maurice. Devant cette situation qui pose d'énormes risques pour la sécurité maritime de l'océan Indien, le gouvernement mauricien a décidé de réagir.

Lors d'une conférence de presse hier, le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, a indiqué qu'une lettre officielle, dénonçant cet acte, a été envoyée au Secrétaire général des Nations unies (ONU). Il a expliqué que l'ambassadeur de Maurice auprès des Nations unies a évoqué le sujet avec l'assistant secrétaire général de l'instance et a fait comprendre qu'il s'agit là d'un dossier prioritaire. Jagdish Koonjul devrait bientôt arriver au pays et une réunion avec tous les *stake*



Des pirates somaliens lors de leur comparution en cour de Port-Louis, le 26 janvier 2013.

holders devrait avoir lieu, avant qu'il ne remette le cap sur New York. Par ailleurs, il est également prévu que le dossier soit abordé en septembre avec le conseil de sécurité des Nations unies. Cela, lors de son Assemblée générale.

Pourquoi Maurice se retrouve-t-elle à l'avant-plan de cette bataille ? Selon Nando Bodha, la piraterie représente des risques énormes pour la sécurité de toute la région. S'agissant du démantèlement de la «mafia» et de

«*audit trail*» dans le cas des pirates somaliens, les manœuvres ne sont pas facilement réalisables. Cependant, un énorme travail a été abattu en ce qui concerne l'arrestation, les poursuites contre et la condamnation des pirates.

Sollicité par *l'express*, Raj Mohabeer, chargé de mission au secrétariat général de la Commission de l'océan Indien, affirme que le *Contact Group*, créé à la demande de l'ONU et qui a siégé à 22 reprises depuis sa création en

SOMMET DE LA SADC : VERS L'INSTAURATION DE L'AFRICAN AGENDA

Nando Bodha a fait état de sa participation au sommet de la South African Development Community (SADC) qui s'est tenu en Tanzanie les 17 et 18 août. Il a indiqué que les discussions étaient orientées vers l'industrialisation, le développement et la promotion du commerce entre les pays africains. Le ministre a souligné qu'après les retombées, un «desk» sera mis sur pied et regroupera les Affaires étrangères, le Bureau du Premier ministre, l'Economic Development Board et le secteur privé. Cela, dans le but de développer une stratégie africaine pour promouvoir le commerce et, surtout, enlever toutes les contraintes liées à la douane ou encore à la connectivité aérienne et maritime.

2009, a mis sur pied plusieurs initiatives pour contrer la piraterie. Outre les patrouilles régulières dans l'océan Indien par des forces navales européennes, américaines et indépendantes, quatre pays ont accepté de juger les pirates après leur arrestation, soit Maurice, les Seychelles, le Kenya et la Tanzanie.

«*Sur une base humanitaire surtout, les pirates sont envoyés dans leur pays natal après la condamnation. Mais ils ne peuvent être relâchés sans l'accord du pays où ils ont été jugés et condamnés. Nous avons pris connaissance de l'intention du Puntland d'accorder la liberté à d'autres pirates et nous*

nous sommes mobilisés contre», avance-t-il. D'ajouter que cet «État» est par la suite revenu sur sa décision.

Raj Mohabeer explique que l'océan Indien est une cible de choix par les pirates somaliens vu qu'il constitue une étape importante du transport maritime. «*Le transport maritime y est privilégié, car passer par le canal de Suez coûte très cher. Les navires qui se dirigent vers l'Iran, l'Iraq ou encore l'Australie passent par l'océan Indien*», dit-il. De poursuivre que la piraterie a sévèrement affecté plusieurs pays à son apogée, dans les années 2008. À l'instar des Seychelles.

Hensini BHOODASUR

COI et ses Projets

Sécurité maritime

26 Août 2019



<http://crfimmadagascar.org/en/event/26-au-28-aout-2019-participation-du-crfim-au-dialogue-sur-les-migrations-des-etats-membres-de-la-commission-de-locean-indien-coi-seychelles/>

Participation of the RMIFC in the Migration Dialogue of the Member States of the Indian Ocean Commission (IOC)

August 26 - August 28

- « Participation of the RMIFC in the 2nd Seminar on Maritime Safety, Transnational Organized Crime and Strengthening Border Security organized by the International Organization for Migration (IOM)

COI et ses Projets

Sécurité maritime

20 Août 2019



<http://crfimmadagascar.org/en/event/participation-du-crfim-au-2eme-seminaire-sur-la-securite-maritime-la-criminalite-transnationale-organisee-et-le-renforcement-de-la-securite-aux-frontieres-organise-par-lorganisation-internat/>

Participation of the RMIFC in the 2nd Seminar on Maritime Safety, Transnational Organized Crime and Strengthening Border Security organized by the International Organization for Migration (IOM)

August 20 - August 21

- « Participation of the RMIFC in the final planning event of Exercise CUTLASS EXPRESS 19.2 organized by US AFRICOM in Mauritius
- Participation of the RMIFC in the Migration Dialogue of the Member States of the Indian Ocean Commission (IOC) »

Centres d'intérêts

Energies renouvelables

26 Août 2019



<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/08/26/hydroelectricite-une-centrale-de-28mw-en-construction-a-farahantsana/>

Hydroélectricité : Une centrale de 28MW en construction à Farahantsana

La production d'énergies renouvelables monte en flèche ! Samedi dernier, la holding italienne, Tozzi Green a présenté ses projets lors de la visite de la délégation ministérielle conduite par le ministre Vonjy Andriamanga. Même si l'on ne parlait que des projets liés à cette société italienne, on peut déjà affirmer que le secteur énergétique à Madagascar connaît actuellement une grande relance. En effet, Tozzi Green exploite déjà deux centrales hydroélectriques, avec une puissance installée de 16MW à Sahanivotry et 2,5MW à Maroantsetra. D'après la compagnie, une troisième centrale hydroélectrique de 28 MW est actuellement en construction à Farahantsana – Mahitsy, qui sera branchée au Réseau Interconnecté d'Antananarivo (RIA). « Plusieurs nouveaux projets sont en cours pour répondre activement au souhait du gouvernement malagasy de mettre en œuvre la transition énergétique vers une production verte, rapide, stable et à moindre coût. Pour supporter financièrement son ambitieux plan de développement Tozzi Green a concrétisé un accord de partenariat avec la banque de développement du gouvernement italien SIMEST et avec le fonds d'investissement AREF géré par Berkeley Energy qui est supporté par les plus importants bailleurs de fonds internationaux comme la BAD », ont indiqué les représentants de la firme. Par ailleurs, Tozzi Green est prêt à développer environ 35 MW supplémentaires dans la zone du site en construction, moyennant des aménagements hydroélectriques en cascade ainsi que de deux aménagements solaires, capables d'intégrer et hybrider le productible d'environ 140.000.000 kWh additionnel, prévus d'être injectés dans le RIA par la centrale hydroélectrique en construction, via la même ligne HT. Selon le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures, un Protocole d'entente a été signé avec Tozzi Green, pour le développement des sites à l'aval, donnant au Promoteur, un délai de 12 mois pour la réalisation des études de faisabilité. Nous en reparlerons...

Antsa R.

Centres d'intérêts

Energies renouvelables

22 Août 2019



La MARENA mobilise Rs 8 milliards pour les énergies renouvelables

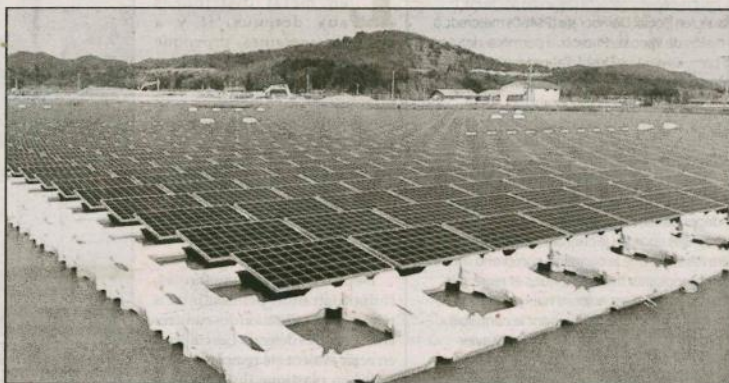
Defi 22/08/2019

La Mauritius Renewable Energy Agency (MARENA) n'a pas chômé durant l'année financière 2018-2019. Le dernier rapport annuel de cette institution qui doit assurer la promotion des énergies renouvelables indique qu'elle a mobilisé pas moins de Rs 8 milliards pour atteindre ses objectifs. Plusieurs projets ont déjà été enclenchés afin d'assurer la transition énergétique.

Le plus gros du financement provient du Green Climate Fund (GCF), à travers le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce financement s'inscrit dans le cadre d'une transformation de Maurice en une économie à faible émission de carbone. Rs 78,5 millions ont déjà été attribués au renforcement des institutions et Rs 1,1 milliard pour l'amélioration de la capacité d'absorption d'énergies intermittentes du réseau national. Cet argent a notamment servi à financer l'installation de batteries de stockage à Henrietta. Ces batteries entrent en jeu en cas de fluctuations dans la production des énergies renouvelables.

D'autres fonds ont déjà été attribués pour la période 2020-2024. Rs 5,6 milliards sont prévues pour l'amélioration de la capacité d'absorption du réseau du CEB et le déploiement de plus de panneaux solaires. Rs 75,6 millions sont également prévues pour l'installation de panneaux solaires à Agalega.

L'autre pan majeur du plan d'action de la MARENA concerne les « *nationally appropriate mitigation actions* », ou NAMAS. Il s'agit de s'assurer



L'utilisation des surfaces d'eau sera faite pour l'installation de panneaux solaires.

que les autorités compétentes aient les moyens de formuler les actions nécessaires pour la promotion des énergies renouvelables. Une somme de Rs 1,3 milliard a été réservée pour ce projet. La MARENA devrait jouer un rôle central dans la mise sur pied de ce programme.

L'autre projet majeur de la MARENA est l'utilisation des surfaces d'eau pour l'installation de panneaux solaires flottants. Les réservoirs, les

lacs et autres points d'eau sont visés. L'idée est d'atténuer le phénomène d'évaporation d'eau qui se trouve couverte tout en utilisant une superficie qui autrement n'aurait pas été exploitée. La MARENA estime qu'il y a 1 500 hectares de surface d'eau à travers le pays qui peuvent être exploités. Une étude de faisabilité doit être lancée sur le sujet.

Ronnie Antoine
ronnie@defimedia.info

Espèces marines invasives : Une des plus grandes menaces pour les Océans



Toutes les parties prenantes vont élaborer un plan d'action pour mettre en œuvre ce projet Glofouling Partnerships au niveau national.

L'invasion de ces espèces peut causer des dommages économiques qui vont toucher plusieurs domaines.

« Plus d'une centaine d'espèces marines envahissantes ont été répertoriées dans le monde. Et il y en a d'autres qui ne sont pas encore identifiées. Elles constituent pourtant une des plus grandes menaces à l'écosystème marin. Et Madagascar n'est pas épargné par ces espèces invasives en raison du développement de son secteur maritime. En effet, celles-ci se déposent sur les coques des navires et peuvent perturber l'écosystème marin si aucune mesure n'est prise dès maintenant ». Lilia Khodjet El Khil, une représentante de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), l'a expliqué lors d'un atelier national de lancement du projet Glofouling Partnerships hier à l'hôtel « Le Fred » à Antananandroy.

Douze pays bénéficiaires. Ce projet a été initié par le Global Environment Facility, le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'OMI, pour une durée de cinq ans. L'objectif consiste à renforcer les capacités dans les pays en développement afin de répondre à cette menace. « *Il vise notamment à réduire l'introduction transfrontalière d'espèces aquatiques envahissantes par l'encrassement biologique des navires, en vue de protéger les écosystèmes marins* », a-t-elle souligné. Et elle de rajouter que,

Madagascar fait partie des douze pays sélectionnés par l'OMI pour être bénéficiaires de ce projet. En effet, « *le pays dispose déjà d'une expertise en la matière via l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale (APMF). Il a également une volonté de lutter contre l'envahissement de ces espèces invasives, qui constituent une problématique très préoccupante au niveau mondial* », d'après toujours ses explications...[read more](#)

Centres d'intérêts

Pêche

20 Août 2019



<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11512/Seychelles%2C+EU+open+talks+on+fisheries+deal+currently+worth++million>

Seychelles, EU open talks on fisheries deal currently worth €30 million



(Seychelles News Agency) - Seychelles and the European Union (EU) on Monday started the first round of negotiations for a new Sustainable Fisheries Partnership Agreement and Protocol.

The agreement between the EU and Seychelles entered into force in 2007 and lasts until November. The current six-year protocol to the agreement will expire next year on January 17.

Leading the Seychelles' delegation at the negotiation which is taking place in the island nation is Charles Bastienne, Minister for Fisheries and Agriculture. The EU delegation is headed by Emmanuel Berck, Deputy Head for Trade Negotiations and Sustainable Fisheries Partnership Agreements of the Directorate-General for Maritime Affairs and Fisheries...[read more](#)